

Solofo Randrianja

**LE PARTI COMMUNISTE DE LA REGION DE
MADAGASCAR (1)**



présenté par

Faranirina V. ESOAVELOMANDROSO

En effectuant, voici quelques mois, le tirage de la thèse de Solofo Randrianja, soutenue en 1983, le Centre de Reprographie du C.U.R. de Toamasina permet, tout au moins au public universitaire, d'accéder à un travail dont l'utilité pour la connaissance de l'histoire malgache va bien au-delà des promesses du titre. De fait, la perspective choisie par l'auteur inscrit l'étude de l'éphémère *Parti Communiste de la Région de Madagascar (P.C.R.M.)* dans une chronologie longue, celle de l'histoire du mouvement d'émancipation malgache, véritable trame de l'ouvrage. En retour, une analyse précise des structures de recrutement, des idées défendues par le P.C.R.M et des modalités de son fonctionnement aide à mieux comprendre le caractère ambigu des organisations de tout genre qui, depuis la première guerre mondiale, ont participé d'une manière ou d'une autre à la lutte anticolonialiste. En raison des contingences qui entourent inévitablement l'élaboration de tout travail de recherche, cette thèse nous offre une histoire de Madagascar vue d'*an-dafy*. Loin de supposer une connotation péjorative, une telle remarque voudrait, au contraire, attirer l'attention sur l'intérêt de dépasser le réflexe d'insularité pour saisir véritablement certains ressorts d'une histoire

(1) Randrianja (Solofo), *Le Parti Communiste (Section Française de l'Internationale Communiste) de la Région de Madagascar (1936-1939), Genèse, développement, caractéristiques et décomposition*, Thèse de troisième cycle, Paris 1982-1983, 2 tomes, Tome I 492 p. ronéo, Tome II (biographies + annexes), 223 p. ronéo.

malgache à replacer dans un contexte international. L'exploitation minutieuse de la masse de documents laissés par les services français de renseignements peut se révéler fructueuse pour une approche de la vie politique pendant la colonisation, à partir du moment où chacune des informations est soumise à une critique serrée.

I

LES APPORTS D'AN-DAFY POUR L'ECRITURE DE L'HISTOIRE MALGACHE

Le travail de S. Randrianja s'appuie essentiellement sur des documents à caractère politique, conservés aux *Archives Nationales Françaises, Section Outre-Mer*, à Aix-en-Provence où se trouvent aussi maintenant les *Archives du Ministère de la France d'Outre-Mer*. L'étroite surveillance que la police exerce sur tout individu ou toute association soupçonnés d'anticolonialisme et la répression qui frappe les contestataires présumés ou déclarés nous valent diverses séries de dossiers extrêmement précis. L'auteur ne s'est jamais départi de la prudence requise dans l'interprétation de sources policières utilisées à bon escient. Il s'agit, tout d'abord, des rapports généraux sur la vie politique à Madagascar pendant l'entre-deux-guerres, regroupés dans la série *Affaires Politiques* du Ministère de la F.O.M. Mais ce sont les séries du SLOTFOM (Service de Liaison des Originaires des Territoires de la France d'Outre-Mer) et celle rassemblant des dossiers en tout genre concernant les mouvements ayant secoué l'île depuis les débuts de la colonisation (série 6 (2) D AN SOM) qui ont fourni le plus d'informations, par ailleurs complémentaires. Les archives du SLOTFOM donnent des renseignements sur les ressortissants de toutes les colonies résidant en France, les associations auxquelles ils adhèrent et qui sont influencées par les courants anticolonialistes. L'on peut ainsi se faire une idée des "racines métropolitaines" du P.C.R.M. La série 6 (2) D permet, quant à elle, d'appréhender, à travers les documents les plus divers les rapports sur les réunions, les thèmes de conversation, les faits, gestes et déclarations d'individus surveillés par la police coloniale, perquisitions, listes des abonnés à des journaux "nationalistes" et celles d'affiliés à des organisations politiques ..., les "racines malgaches" du parti. Les archives de la Préfecture de Police de Paris et surtout les archives privées du communiste Pierre Boiteau, botaniste ayant travaillé à Madagascar, et auteur d'une *Contribution à l'Histoire de la Nation Malgache* complètent ces principales séries. L'une des difficultés du travail réside dans l'exploitation de données très éparses et l'on ne peut que féliciter l'auteur d'en avoir su tirer au mieux parti. De ce point de vue, la méthode utilisée pour une approche de la zone d'influence du P.C.R.M. est, à notre avis, exemplaire. Si la rareté des cartes d'adhésion saisies lors des perquisitions a desservi le chercheur, il s'est référé aux réseaux de correspondants et donc de distribution des journaux d'opposition pour analyser le rayonnement du Parti à l'échelle de l'île. En effet, les dirigeants du P.C.R.M. ont largement profité des structures mises en place par ces journaux. Les cartes des réseaux de correspondants de *l'Aurore* (1932) et du journal *Ny Rariny* (1937), dressées à partir du dossier 6 (2) D

108, rendent compte des progrès du mouvement d'émancipation, notamment lorsqu'une partie de celui-ci s'est transformée en P.C. en août 1936. Ce sont aussi des éléments glanés à travers les mêmes sources archivistiques, indications rapides bien souvent, qui ont servi à S. Randrianja pour présenter les Malgaches et les étrangers, ayant d'une manière ou d'une autre joué un rôle dans le mouvement d'émancipation. Ne serait-ce que par les quelque 150 notices biographiques qui forment un ensemble conséquent d'une centaine de pages, la thèse est un précieux instrument de travail, un ouvrage de référence. Au fil de la lecture, on découvre des militants peu connus, sinon inconnus. On dispose ainsi de repères pour des enquêtes qui complèteraient heureusement et/ou corrigeraient éventuellement les renseignements de police sur certains des "véritables acteurs des luttes sociales" quelque peu oubliés par rapport aux "personnalités issues de la bourgeoisie mythifiées par l'historiographie de l'indépendance retrouvée parce que devenues symboles de la lutte contre la colonisation" (p. 3). Il n'en reste pas moins que l'étude d'une organisation dépendant de la Section Française de l'Internationale Communiste exige de commencer les investigations dans les Archives Françaises et amène à replacer les origines du P.C.R.M. dans un vaste processus qui, déclenché au sein des milieux anticolonialistes en France au lendemain de la première guerre, devait grandement contribuer à la formation dans les territoires français de "mouvements de résistance moderne", selon la terminologie de T.O. Ranger.

Si le Diplôme d'Etudes Supérieures de J.P. Domenichini (2) apporte déjà bien des précisions sur l'action de la Ligue Française pour l'Accession des Indigènes de Madagascar aux droits de Citoyen, évoquée ici dans le chapitre intitulé *L'assimilationnisme* (1ère partie, chapitre II), les deux chapitres consacrés l'un à *La communauté malgache en France et ses associations*, l'autre aux *Marins et à la correspondance révolutionnaire* (subdivisions de la même première partie analysant la formation du mouvement d'émancipation moderne), se révèlent particulièrement neufs tant par les informations qu'ils livrent que par la perspective choisie, invitant à ne pas négliger le rôle de "l'Outre-Mer" dans l'histoire de l'île. Les idées communistes pénètrent moins dans le groupe limité des étudiants enclins à un "nationalisme bourgeois" que dans le milieu des travailleurs malgaches. On en compte 600 à Marseille en 1927. Membres du Syndicat Nègre de Marseille rattaché à l'Union des Travailleurs Nègres animée par Kouyaté et Ramananjato, affiliés pour la plupart à la C.G.T.U., ces Malgaches "s'intègrent aussi bien dans le mouvement ouvrier français que dans le courant panafricaniste". De plus, la propagande communiste est active au foyer de l'Amicale Populaire de Marseille qu'ils fréquentent, et une fois revenus à Madagascar, ces travailleurs "participent à la fondation du P.C.R.M. Comme cela se pratique dans d'autres colonies françaises, telle l'Indochine, des navigateurs se chargent de l'acheminement vers l'île de la "correspondance révolutionnaire" (journaux et brochures anticolonialistes et communistes) qui atteint ses destinataires grâce à la complicité de "militants ou de sympathisants français". De fait, l'un des originalités du mouvement d'émancipation à

(2) Domenichini (Jean-Pierre), Ralaimongo et l'origine du mouvement national malgache, D.E.S. Paris 1960-1961, 134 p. dactyl.

Madagascar réside dans la participation de quelques Français dont le colon Paul Dussac ou de visiteurs, tel Maître Foissin. Et nous touchons là un autre aspect de l'apport d'*an-dafy* à l'histoire malgache et que S. Randrianja traite essentiellement dans la seconde partie de la thèse : *Madagascar et le communisme, Mythes et réalités (1929-1936)* et dans deux premiers chapitres de la troisième partie : *Le Parti Communiste (SFIC) de la Région de Madagascar (1936-1939)*.

[De par sa nature même, le P.C.R.M. dépend du P.C.F. , mais le parti doit moins au petit noyau de communistes français qui existait dans l'île avant 1929 qu'à l'action de Maître Foissin, avocat communiste officiellement mandaté par le Secours Rouge International (S.R.I.) pour défendre Planque et Vittori inculpés à la suite de la manifestation de rues du 19 mai 1929 à Tananarive. En réalité, Foissin met à profit ses cinq mois de séjour pour jeter dans quelques unes des principales villes de l'île, les bases d'une section du S.R.I qui présente, entre 1930 et 1933, les caractéristiques d'un "proto-parti". Mais condamné à la clandestinité à cause de la répression coloniale, le S.R.I. "qui n'a pu être le lieu de conception d'une utopie commune à l'ensemble de ses membres", voit par ailleurs ses structures périlcliter. L'idée de fonder un véritable parti fait son chemin, et cette fois encore, l'Outre-Mer joue un rôle déterminant.

[Créé en août 1936, à la faveur du contexte de libéralisation politique qui marque les débuts du Front Populaire, le P.C.R.M va se lier à la gauche métropolitaine car elle ne peut tirer sa légitimité d'une classe quelconque.] "La source de légitimité du Parti se trouve en France" et de ce fait, les dirigeants ne peuvent qu'être attirés par certains des points de vues prônés par le Front Populaire, en particulier la doctrine assimilationniste, autre influence d'*an-dafy*. Mais alors que [du côté français, l'assimilation se traduit, en matière d'anticolonialisme par un simple courant d'humanisme]. Les Malgaches utilisent le thème de l'assimilation dans leur lutte pour l'émancipation]. Dans le contexte de l'île, les idées venues d'outre-mer se chargent d'une tout autre connotation.

II

LE P.C.R.M. DANS LA CONTINUITÉ DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT D'EMANCIPATION MALGACHE

Les revendications d'indépendance formulées par le P.C.R.M. allaient entraîner inévitablement la rupture avec le P.C.F., plus soucieux dans la conjoncture de la fin des années 1930 de préserver l'union de la gauche en France que de continuer à défendre le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'envoi à Madagascar de cartes du Parti Communiste s'arrête dès les premiers mois de 1937, l'intervention de Dussac auprès du P.C.F. échoue et celui qui fut dans une large mesure l'âme du P.C.R.M. meurt en France en mars 1938. Dissout officiellement en septembre 1939, le P.C.R.M. avait en réalité cessé d'exister d'une manière effective à partir d'août 1937. Mais tout comme le parti a hérité de certaines idées et modalités d'action des précédents mouvements de

résistance, les associations secrètes des années 1940 et le M.D.R.M (3) lui sont, à leur tour, redevables. Cette continuité de l'histoire du mouvement d'émancipation trouve son explication dans la vigueur des structures sociales malgaches et dans la permanence des mythes et des utopies qui sous-tendent la réflexion politique. Aussi S. Randrianja a-t-il opté pour une chronologie longue et l'on ne peut reprocher à ce travail qui débute avec le mouvement menalamba et se termine sur l'insurrection de 1947, sans négliger les allusions à des événements récents, de manquer de souffle.

Des anciens de la V.V.S. (4) militent dans le S.R.I. , le P.C.R.M. , le M.D.R.M. Durant l'entre-deux-guerres, la direction des journaux des divers regroupements à caractère politique, coopératif ou syndical, est pratiquement assurée par une même équipe. Si le P.C.R.M. a obtenu en quelques mois l'adhésion de 5000, sinon de 15000 personnes, c'est qu'il a profité des structures des journaux, seuls instruments de la lutte pour l'émancipation, après le démantèlement du S.R.I. De 1933 à 1936, le journal est le lieu où le mouvement d'émancipation se reconstitue, les correspondants et les lecteurs de l'*Aurore Malgache*, de la *Patrie Malgache*, de la *Nation Malgache*, seront les militants de base du parti. Le chapitre consacré aux *Journaux du mouvement* prépare bien à la compréhension de l'implantation du P.C.R.M. (chapitre III de la dernière partie : *Effectifs , zones d'implantation et caractéristiques du P.C.R.M. (1936-1938)*). L'exposé des différentes tendances représentées par les journaux amène cependant l'auteur à des redites sur un certain nombre de points déjà développés (mai 1929, voyage de Foissin, l'aire de distribution des journaux). En revanche, alors que S. Randrianja se situe dans la "moyenne durée", et qu'il se réfère à plusieurs reprises à la V.V.S. , on peut regretter que dans ce chapitre, il n'aie pas cru utile d'évoquer le rôle joué par la presse du début des années 1910 dans la prise de conscience des intellectuels malgaches.

"L'éphémère Parti communiste a sombré dans ses contradictions et dans la tempête de la répression, mais les militants qui n'ont pas été éliminés continuent de sévir" ... Et S. Randrianja consacre son dernier chapitre au legs du P.C.R.M. Il relève ainsi une continuité entre le parti communiste et le M.D.R.M dans l'équipe de direction et au niveau des cadres moyens. Le dynamisme du M.D.R.M. vient essentiellement de l'action des sociétés secrètes qui ont développé le réseau laissé par le P.C.R.M. En effet, lors de sa décomposition, le "Parti communiste a donné naissance à plusieurs groupes", tel celui des *Miamamila Vaovao*, organisation paramilitaire héritière de la section du P.C.R.M. de Manakara, ville située dans l'un des foyers de l'insurrection de 1947". Ces remarques amenèrent S. Randrianja à conclure à "une parenté entre le P.C.R.M. et les organisations qui ont encadré l'insurrection de 1947". Et cette parenté trouve ses racines dans le contexte malgache.

(3) M.D.R.M. : Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache, regroupement nationaliste créé à Paris en février 1946, à ce sujet voir Tronchon (Jacques), *L'insurrection malgache de 1947*, François Maspéro, Paris, 1974, 399 p.

(4) V.V.S. : Vy, Vato, Sakelika (Fer, Pierre, Ramifications), Société secrète fondée au cours de l'année 1913.

Parler de continuité dans l'histoire du nationalisme malgache, c'est surtout évoquer des permanences dans la nature du mouvement d'émancipation, autre apport intéressant de la thèse. Les similitudes dans les modes de recrutement des diverses organisations politiques et para-politiques s'expliquent en grande partie par certaines pesanteurs sociologiques. Le prestige attaché au titre de *ray aman-dreny* (père et mère) décerné à un individu pour différentes raisons (âge, statut social ou professionnel ...) , l'importance de la notion de *fihavanana* (parenté, dans un sens très large quelquefois), l'influence exercée par les notabilités provinciales (les rois et leur entourage) et la vigueur de l'institution du *fokonolona* (les ressortissants de la plus petite circonscription territoriale, formant une collectivité dont les membres sont pour la plupart unis par des liens de parenté) font que les leaders politiques n'ont pas trop de mal à "toucher un maximum de personnes" en jouant sur le clientélisme. Cela fonctionne particulièrement en milieu rural où "l'on cherche à intégrer la majeure partie d'un groupe en essayant de convaincre les autorités traditionnelles". Ainsi, continue S. Randrianja, le responsable d'une cellule ... fait partie, le plus souvent, de cette catégorie sociale qu'on avait coutume d'appeler notable durant la colonisation. Ces notables pouvaient aussi bien être l'instituteur, le pasteur, le prêtre, l'épicier ou encore le chef de village ou bien le descendant du *Mpanjaka* (souverain) ou encore le *ray aman-dreny*.

Les leaders politiques du P.C.R.M. proposent en outre un programme à caractère social, exposé pour la première fois par Dussac à Ampitafika le 18.08.1936 et fait pour mobiliser ouvriers et paysans. Par ailleurs, on peut aisément rallier les masses en tenant un discours rassurant et qui renvoie à une continuité idéologique entre des mouvements "d'inspiration malgache". Ainsi, les dirigeants protestent d'un attachement au christianisme, fait pour calmer les appréhensions de la bourgeoisie des Hautes Terres centrales. Des riches commerçants, membres de prestigieuses paroisses de la capitale adhèrent sans problème au communisme et la chaîne est renouée avec les *Sakelika* (5) et même avec certains des Menalamba, comme le montre la thèse d'Ellis (6). Mais les militants de base se perdent dans les nuances subtiles de ce "nationalisme bourgeois" et réinterprètent à leur manière les discours politiques. On voit des ouvriers désireux de constituer un syndicat offrir à l'avocat communiste Foissin le *hasina*, symbole d'allégeance au souverain dans la tradition merina. Paul Dussac est tout naturellement paré des traits de son homonyme : l'apôtre Paul...

Avec une base ralliée en fonction de considérations d'ordre sociologique plus qu'idéologique, les équipes dirigeantes sont dans une certaine mesure isolées. S. Randrianja analyse minutieusement les fondements de ce "nationalisme bourgeois" qui fait sa "mutation moderniste" dans l'entre-deux-guerres et se prévaut d'une double légitimité étrangère et malgache. Ceci est à l'origine du caractère ambigu des idées et du langage des leaders. Ainsi, dans un mémoire peu connu, rédigé en 1930 sur *L'action économique à faire dans la lutte contre l'impérialisme*, Ravoahangy ne propose aucune réflexion sur l'état colonial, ni

(5) Nom donné aux adhérents de la V.V.S.

(6) Ellis (Stephen), *The rising of the red shoves. A revolt in Madagascar 1895-1899*, Cambridge University Press, 1985, 214 p.

sur la nature des rapports économiques. "Il était difficile à Ravoahangy de considérer la formation malgache structurée en classes sociales antagonistes. Il aurait plutôt tendance à se représenter cette société comme une organisation hiérarchisée au sommet de laquelle s'est greffé le capitalisme étranger". Dans une telle perspective, la presse nationaliste en vient à confondre lutte sociale et lutte de libération politique. Et les Malgaches colonisés sont présentés globalement comme des prolétaires. Il n'en reste pas moins que l'un des acquis de cette tendance moderniste du nationalisme est, pour certains leaders, le dépassement d'une conception étriquée du *tanindrazana*. Le *tanindrazana*, littéralement la terre des ancêtres, n'évoque plus seulement le village d'origine, mais la patrie, c'est-à-dire l'île entière. A ce propos, il importe de signaler que cette évolution s'est amorcée dès les années 1910 dans le milieu tananarivien (7).

L'analyse des racines malgaches du mouvement d'émancipation exige une approche serrée du contexte local qui, selon nous, n'est pas assez bien mis en valeur dans la thèse. S. Randrianja passe trop rapidement sur les conditions socio-économiques de l'île. Certes, il n'est pas aisé d'aborder de tels thèmes lorsque les aléas de la recherche obligent à travailler sur les sources archivistiques d'outre-mer. Mais l'exploitation de la série des rapports de circonscription conservés aux Archives d'Aix-en-Provence aurait été fructueuse. Il était aussi possible de tirer un peu plus parti des travaux récents traitant de la période coloniale et cités en bibliographie. L'on s'étonne de ne pas voir mentionné le témoignage d'E. Razafindrakoto, membre du S.R.I.(8), un des leaders du mouvement d'émancipation. Vu le thème du travail, la référence à l'ouvrage de P. Boiteau, *Contribution à l'Histoire de la Nation Malgache* s'imposait, mais certaines informations tirées de ce livre et utilisées pour argumenter tel ou tel point de la démonstration pèchent quelque peu par anachronisme. Ceci étant, on ne peut que se féliciter de la parution d'une étude qui nous fait découvrir avec force détails et surtout beaucoup d'humanité, le premier Parti Communiste Malgache.

III

LE PREMIER PARTI COMMUNISTE MALGACHE

La dernière partie de la thèse, intitulée le *Parti Communiste (S.F.I.C.) de la Région de Madagascar (1936-1939)* en analyse la création, les effectifs, les zones d'implantation, la décomposition et l'héritage. Les rapports de police, en l'occurrence bien utiles aux historiens, font revivre la séance constitutive du P.C.R.M. à l'Hôtel Glacier, espace privilégié de rencontre pour diverses associations de la capitale. En se fondant sur les fiches d'adhésion, retrouvées lors des perquisitions d'octobre-novembre 1939, S. Randrianja esquisse une étude

(7) Esoavelomandroso (Fararinirina V.), "La grande guerre vue d'outre mer : patriotisme français et patriotisme malgache", *Revue Française d'Histoire d'outre-Mer*, Tome LXXIII, n° 271, 2^e trimestre 1986, pp. 129-141.

(8) Razafindrakoto (Emmanuel), *Ny tari-dalana*, Imprimerie "Le Travail", Antananarivo 1974, Boky voalohany, 93 p. Boky faharoa 144 p.

sociologique des militants du P.C.R.M. Les fiches d'adhésion imprimées à Madagascar et conservées par les responsables du Parti portent la mention suivante, tout à fait révélatrice de l'originalité du Parti Communiste malgache : "Hommes et femmes de coeurs, vous qui voulez que votre famille, vos enfants puissent avoir le droit à la vie, adhérez au Parti communiste". S. Randrianja note à ce propos que le P.C.F., dont est issu le P.C.R.M., fait rarement appel au moralisme. Les fiches donnent des indications sur le nom, l'âge, le lieu de résidence, le lieu de travail. Le chercheur a ainsi recensé près de 1.800 adhérents sur les 5.000 décomptés. L'état de documentation disponible l'oblige en fait à se limiter essentiellement à une approche de quelques cellules d'Antananarivo, de Toamasina et de leurs environs, par ailleurs secteurs privilégiés d'implantation du P.C.R.M. Ainsi, on peut suivre l'évolution du recrutement à Tamatave et dans sa région administrative. Le mouvement se diffuse de la ville vers une quarantaine de village et hameaux, avec un important foyer à Ambinanindilana, à la jonction des voies ferrées T.C.E et M.L.A. Après une présentation socio-professionnelle globale des adhérents citadins d'une part, ruraux d'autre part, l'auteur étudie d'un peu plus près les quelque cent militants repérés pour Toamasina, en les répartissant par classes d'âge, origine ethnique, catégorie socio-professionnelle, niveau d'instruction. S. Randrianja suggère un portrait type de l'adhérent pendant la première phase de l'édification du parti: "originaire des Hautes Terres, petit commerçant ou fonctionnaire subalterne, lecteur assidu de *Mongo* ou du *Prolétariat Malgache*, a souvent plus de trente ans, parle français, dépend des compagnies coloniales, envieux des Français qui exercent le même métier que lui et qui dans son esprit, sont favorisés par les compagnies ou petit fonctionnaire malgache dont la promotion sociale est limitée par le fait qu'il est Malgache ; pour ce militant, la seule issue pour l'ascension sociale est la naturalisation". Le chapitre consacré aux effectifs et à l'implantation du P.C.R.M est illustré de divers histogrammes, mais on aurait pu procéder à certains regroupements pour en faciliter l'interprétation, ainsi pour les histogrammes représentant l'évolution de la composition socio-professionnelle des cellules de Toamasina, ou ceux figurant les adhérents d'une série de localités.

Par l'ambiguïté du langage, la confusion entre mouvement d'émancipation et mouvements sociaux, les racines malgaches qui ne vont pas nécessairement dans le sens d'une lutte de classes, le P.C.R.M. conclut S. Randrianja n'a "de communiste que le nom". Le communisme de Dussac qui en fut l'âme se rattache plutôt au républicanisme, le communisme perçu par les Malgaches est bien différent de celui qui a cours en métropole, à la même époque, avec son côté stalinien stéréotypé. La vigueur de l'idéologie du *fokonolona* fait que les Malgaches s'y réfèrent volontiers. En fin de compte, le P.C.R.M. n'est pas un parti, "mais un mouvement dans lequel se superposent un certain nombre de courants de pensée". "La volonté des responsables" du Parti d'emporter l'adhésion de tous les Malgaches, ce qui diffère le P.C.R.M. de P.C. d'autres pays eut pour conséquence l'existence d'un double langage au sein du Parti. Aux paysans modestes ainsi qu'aux ouvriers, les militants du Parti s'adressèrent en les exhortant sur le contenu à donner à l'indépendance, tandis que l'on essaie de rassurer les autres sur la religion, la non-violence... Dans ces conditions, il était

difficile de maintenir tout le monde au sein du Parti, qui était, dès lors, condamné à l'éclatement". Ce passage extrait de la thèse de S. Randrianja résume bien, à notre avis, l'un des problèmes essentiels du P.C.R.M. qui, en outre, s'est trouvé confronté à l'administration coloniale et à l'extrême-droite à Madagascar . Dès que le P.C.R.M. est menacé de dislocation, une association d'intellectuels tananariviens et qui renoue avec les traditions de la V.V.S . se crée (*Ny Ho avy*). Il n'en reste pas moins que le P.C.R.M. est une organisation relativement bien structurée dont le mouvement syndical et les coopératives des années 1937-1938 vont profiter alors même que le parti est en pleine décomposition . D'ailleurs, dans les grèves qui secouent le pays à la veille de la seconde guerre mondiale, on discerne clairement l'influence du P.C.R.M. et même la participation de militants. En tout cas, à l'origine de leur déclenchement, il faut signaler les tournées d'anciens responsables du Parti, et non le résultat d'une action syndicale. Et une fois de plus, l'on note un décalage entre le point de vue des adhérents syndicaux et de leur leader, Emmanuel Razafindrakoto, ancien militant communiste, membre dès juillet 1937 de l'association *Ny Ho avy* et qui se lance dans un calcul politique : la quête de la naturalisation en masse.

A travers cette analyse extrêmement fine du P.C.R.M. avec ses contradictions, ses discours à différents niveaux, nous pouvons, en fait appréhender l'ambiguïté qui a constamment pesé sur l'histoire du mouvement d'émancipation malgache. Tout au long de sa thèse, le chercheur nous invite, en outre, à dépasser notre ethnocentrisme, à reconnaître combien nous sommes redevables de sources étrangères, de courants d'idées et même de militants étrangers pour notre propre histoire.

